



Cofinancé par
l'Union européenne



PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL 2023-2027
PROJETS COFINANCÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE
Défense des Forêts Contre l'Incendie

MARCHE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE DE SERVICES INTELLECTUELS

**MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE
POUR LA RÉALISATION DE LA REFECTION PARTIELLE
DE LA PISTE DFCI DE LA GLACIÈRE**

N°2025-7300-024

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MARCHE PONCTUEL SIMPLE A PROCEDURE ADAPTEE

(en application du Code de la Commande Publique 2019 paru le 05 décembre 2018 au
Journal Officiel de la République Française)



MAÎTRE D'OUVRAGE :

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS
Direction Régionale de La Réunion
Boulevard de La Providence
CS 71072
97404 SAINT DENIS Cedex
Téléphone : 02 62 90 48 00
Mél : dr.reunion@onf.fr

Table des matières

ARTICLE 1 – Contexte, localisation et objet de la consultation	4
ARTICLE 2 – Objectif de la mission	4
Tranche ferme :	4
2.0 Général	4
2.0.1 APD – Avant-Projet Définitif	5
2.0.2 Phase DCE – Dossier de Consultation des Entreprises	5
2.1 Coordination de la mission de maîtrise d’œuvre :	6
2.2 Géomètre :	6
2.3 Géotechnique :	6
2.4 Génie civil et VRD :	6
2.5 Hydraulique :	7
2.6 Paysagiste :	7
Tranches optionnelles :	7
2.7 Assistance lors de la phase EXE	7
ARTICLE 3 – Moyens de l’étude	8
ARTICLE 4 – Responsabilités de l’entreprise	8
ARTICLE 5 – Conditions particulières	9
5.1 Délai d’exécution	9
5.2 Mémoire technique	9
ARTICLE 6 – ANNEXES	9
Annexe 1 : Localisation des travaux	9
Annexe 2 : Etude de faisabilité	9
Annexe 3 : Planche type pour aspect paysagiste	9
Annexe 4 : Levé topo octobre 2024	9
Annexe 5 : Rétroplanning	9
Annexe 6 : CCTP Coordinateur Environnemental	9
Annexe 7 : HSVM - Evaluation Environnemental	9
ARTICLE 7 – LOGOS	9
7.1 Logos financeurs	9

ARTICLE 1 – Contexte, localisation et objet de la consultation

Dans le cadre de l'application du Plan de Défense de Massif Contre les Feux de Forêts du Volcan, l'ONF souhaite faire réaliser la réfection partielle de la piste de **Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI)** de la **Glacière**. En effet, celle-ci ne permet plus d'assurer le passage des forces de DFCI dans les conditions d'intervention satisfaisantes (déplacement à 10 km/h en véhicule d'intervention sur l'ensemble du linéaire). Des études avaient déjà été menées pour la réfection de la piste mais les dégradations successives par les conditions météorologiques ont poussé l'ONF à envisager la réalisation d'études de dimensionnement des ouvrages poussées afin de réaliser des travaux pérennes.

La localisation du site de travaux est donnée en **annexe 1** du présent document.

L'ONF lance une consultation objet du présent marché pour mener la mission de maîtrise d'œuvre de conception de cette opération, selon les modalités précisées ci-après. L'ONF assurera la mission de maîtrise d'œuvre d'exécution, sur la base des documents fournis par la maîtrise d'œuvre de conception. Les candidats devront présenter une expertise dans les domaines suivants :

- **Géomètre**
- **Géotechnique**
- **Génie civil et VRD**
- **Hydraulique**
- **Paysagiste**

ARTICLE 2 – Objectif de la mission

Tranche ferme :

2.0 Général

L'objectif de la mission du présent marché est de produire les pièces techniques du DCE de travaux de réfection de la piste DFCI de la Glacière par une entreprise de travaux tout en respectant les préconisations liées au travail en cœur de Parc National de la Réunion. Une autorisation de travaux en cœur de Parc est en cours d'élaboration.

Les candidats devront réunir au sein de leur équipe l'ensemble des compétences citées et travailler de concert pour réaliser un dossier de consultation des entreprises de travaux répondant aux critères techniques, paysagers et environnementaux. La maîtrise d'œuvre d'exécution sera assurée par l'ONF, sur la base des études produites par le candidat. Le site de la Glacière est un site emblématique très sensible, sujet à un tourisme important avec un enjeu écologique fort. L'enjeu de cette opération est de trouver l'équilibre entre travaux nécessaires pour assurer la fonction de la piste de façon pérenne, minimisation de l'impact des travaux sur le milieu et coût financier de l'opération.

La zone de travaux à étudier concerne la première partie de la piste, de l'entrée à la première citerne soit environ **1 700 ml**.

Les documents à produire devront être conformes aux prescriptions du Parc National et feront l'objet d'échanges entre l'équipe de maîtrise d'œuvre de conception et l'ONF pour s'assurer de la bonne prise

en compte de l'ensemble des enjeux du site. Une étude de faisabilité a été réalisée l'année dernière, disponible en *annexe 3*. Il est demandé à la maîtrise d'œuvre de conception de mettre à jour les zones de travaux, leur longueur ainsi que la nature des travaux à y réaliser.

Il conviendra d'intégrer les mesures préconisées par le coordinateur environnemental et de les confronter à la mise en œuvre effective de l'opération, afin d'assurer leur applicabilité et leur conformité aux objectifs environnementaux. Des échanges entre la maîtrise d'œuvre de conception, le Parc, l'ONF et autres parties prenantes du projet seront à intégrer et à prendre en compte dans la mission. La rédaction finale du DCE travaux devra faire l'objet d'une approbation unanime des différents interlocuteurs.

Une prestation d'étude, de conseil et de transition bas carbone sera également réalisée pendant la phase chantier, dans le but de réaliser un diagnostic puis d'accompagner à l'avenir les acteurs du projet vers des pratiques plus durables et sobres en carbone. Le cahier des charges travaux devra intégrer le fait que le titulaire des travaux sera responsable de la sensibilisation de l'ensemble de l'équipe de chantier sur les espèces à préserver et les principaux enjeux environnementaux, lors d'une session dédiée d'une demi-journée, sur la base des documents et protocoles établis par le coordinateur environnemental. Il devra également respecter les mesures environnementales formulées par ce dernier, lesquelles devront être affichées sur le site dès le démarrage du projet.

La mission fixée pour la maîtrise d'œuvre de conception est de réaliser un APD sur la base des documents fournies par l'ONF et des investigations sur le terrain puis le PRO / DCE. Elle devra également réaliser le VISA des documents d'exécution remis par l'entreprise travaux. L'OPC sera assurée par l'ONF. Nous recommandons les livrables suivants AU MINIMUM pour les phases suivantes.

2.0.1 APD – Avant-Projet Définitif

Cette phase vise à affiner les intentions du projet et à valider les grandes orientations techniques et paysagères.

Documents attendus :

- **Plan masse à l'échelle 1:500** : repérage des points clés, enjeux écologiques et paysagers, solutions types.
- **Plan DAO** : intégration des ouvrages hydrauliques, VRD (Voirie et Réseaux Divers), génie civil.
- **Zooms en plan et en coupe** : à l'échelle **1:100 minimum**, voire **1:50** selon les besoins.
- **Notice paysagère** : description des intentions, matériaux, gestion des ambiances.
- **Estimatif prévisionnel** : coût global des aménagements.
- **Planning prévisionnel** : phasage des travaux y compris points d'arrêt et étapes intermédiaires.
- **Visuels** : en cohérence avec la planche type et l'étude en annexe mené par l'ONF.

2.0.2 Phase DCE – Dossier de Consultation des Entreprises

Cette phase permet de formaliser les éléments techniques pour la mise en concurrence des entreprises de travaux.

Documents attendus :

- **Plans détaillés à l'échelle 1:250 minimum** : intégrant les solutions validées.

- **Zooms à l'échelle 1:50** : avec solution paysagères intégrées aux ouvrages hydrauliques, VRD, génie civil, et annotations techniques.
- **Notice technique** : précisant les prescriptions, normes, matériaux, et modalités d'exécution.
- **Estimatif détaillé** : décomposé par lots ou postes.
- **Planning d'exécution** : avec jalons et délais.

2.1 Coordination de la mission de maîtrise d'œuvre :

L'équipe de maîtrise de conception désignera dès la passation du marché un interlocuteur unique qui devra assurer un rôle de coordination dans l'équipe de maîtrise d'œuvre, en orchestrant les contributions de l'ensemble des intervenants. Il s'assurera du respect des prescriptions liées à l'autorisation du Parc national, et veillera à ce que les solutions techniques retenues soient efficaces, écologiques et cohérentes avec les objectifs de réfection de la piste et le respect du milieu naturel. Il aura également pour mission d'identifier et de transmettre au maître d'œuvre les principales difficultés rencontrées, tout en garantissant, avec son équipe, la maîtrise des solutions apportées, notamment sur les points clefs du projet. Enfin, cet interlocuteur sera garant du bon respect des échéances, fixées lors du commencement de l'opération.

2.2 Géomètre :

Produire un levé topographique de l'ensemble du linéaire, comprenant le profil en long de la piste, des profils en travers réguliers ainsi que le positionnement des espèces arbustives à proximité de l'emprise de la piste en plan. Le but est de créer un modèle numérique de travail (**MNT**) qui servira de support à la production des autres documents. L'ensemble des autres documents seront associés au MNT. Les livrables seront rendus au format PDF et DWG. Ils seront rattachés au système UTM Sud Fuseau 40 et NGR. Un premier levé topographique avait déjà été réalisé en octobre 2024 et pourra servir de base à compléter, avec les modifications de terrain dues aux pluies (Cyclone Garance notamment).

2.3 Géotechnique :

Réaliser une étude géotechnique type G2 PRO sur l'ensemble du linéaire pour permettre le dimensionnement de la future piste. Identifier les points sensibles et proposer des ouvrages permettant d'assurer la pérennité de la piste. Les candidats devront présenter un programme d'investigation géotechnique suffisant pour permettre la rédaction des pièces techniques du DCE travaux. Les conclusions et préconisations géotechniques seront exploitées par l'équipe de maîtrise d'œuvre de conception pour proposer les ouvrages nécessaires et suffisant, comprenant notamment la composition et les épaisseurs des couches de la structure de chaussée.

La demande d'autorisation de travaux en cœur de Parc National pour les sondages géotechniques pourra être intégrée dans la demande d'autorisation de travaux de la piste la maîtrise d'œuvre de conception fournit la nature, la localisation ainsi que le nombre de sondages à réaliser.

2.4 Génie civil et VRD :

Réaliser un diagnostic de l'ensemble de la piste et proposer le dimensionnement de la structure de la chaussée en s'appuyant sur les données géotechniques. Réaliser pour chaque portion de piste les schémas et coupes cotés correspondant. Justifier de l'utilisation des matériaux envisagés en fonction de la topographie de chaque tronçon et de la destination de l'ouvrage ainsi que de la capacité de réalisation par les entreprises du tissu économique local. Proposer un cahier des charges permettant de réaliser les travaux ainsi conçus. Localiser sur le MNT les différents travaux envisagés. Prendre en compte les aspects environnementaux et paysagers avant de conclure sur les solutions à mettre en œuvre. Limiter autant que possible l'emploi du béton et favoriser, lorsque c'est possible, une structure

de chaussée en matériaux perméables et moins impactant du point de vue environnemental. Les matériaux employés devront être, autant que possible, en cohérence avec la géologie et les paysages à proximité. L'ensemble des travaux conçus par la maîtrise d'œuvre fera l'objet d'un détail méthodologique présentant les techniques à mettre en œuvre par les entreprises. Les techniques incompatibles avec les enjeux du milieu seront refusées et remplacées par la maîtrise d'œuvre de conception. De plus, la maîtrise d'œuvre de conception devra réaliser un estimatif des quantités de travaux à effectuer, décomposé en postes de travail dans un CDPGF. Il sera également demandé de réaliser une estimation du montant et de la durée des travaux. La maîtrise d'œuvre de conception devra également définir les points d'arrêt importants à fixer lors du chantier, en plus de ceux qui seront proposés de fait par l'ONF.

2.5 Hydraulique :

Réaliser un diagnostic hydraulique sur l'ensemble du linéaire. Identifier les zones où l'écoulement de l'eau est ou sera un problème pour la pérennité des ouvrages. Proposer pour chaque point identifié, en le localisant sur le MNT, des ouvrages nécessaires et suffisant pour la bonne évacuation de l'eau, de l'amont vers l'aval, sans endommager la piste dans le futur. Ces propositions feront l'objet de schémas et de plans cotés. Les propositions d'ouvrages feront l'objet d'échanges entre la maîtrise d'œuvre de conception et l'ONF jusqu'à validation des techniques proposées.

2.6 Paysagiste :

En s'appuyant sur les documents fournis par l'ONF en *annexe 3* la maîtrise d'œuvre de conception devra produire des planches de dessin, traduisant les intentions en matière de composition, de teinte des revêtements et d'intégration des ouvrages dans leur environnement naturel. Ces planches seront d'ordre général pour les portions courantes et devront traduire le rendu général attendu : composition et couleur du revêtement, insertion de l'ouvrage dans le milieu... Chaque point singulier (ouvrages hydrauliques, virages, citernes, etc.) fera l'objet d'une planche spécifique. Les solutions proposées devront être concertées avec l'ensemble des membres de l'équipe projet, afin d'assurer la préservation des enjeux paysagers. Toutes les planches ainsi que les synthèses des décisions prises feront l'objet d'échanges entre la maîtrise d'œuvre de conception et l'ONF, jusqu'à validation finale par la paysagiste de l'ONF. Une attention particulière devra être portée à l'intégration paysagère, en coupe comme en plan, en cohérence avec les ouvrages issus du génie végétal, du génie civil et du VRD, afin de garantir une composition cohérente et respectueuse de l'environnement et du grand paysage. Le paysagiste devra assurer l'intégration précise des données techniques produites par les bureaux d'études concernés, avec maîtrise des outils DAO, notamment les fichiers DWG. Il veillera à leur cohérence avec les exigences esthétiques et environnementales du projet, et garantira une insertion harmonieuse des ouvrages dans leur contexte paysager. Le nombre de planches spécifiques sera à définir par la maîtrise d'œuvre de conception et validé par la paysagiste de l'ONF, en charge du projet. De plus, la mission paysagère devra rendre compte de la perception de la route rénovée depuis les points fréquentés (Sentier de Bord, Grand Bénare, points identifiés par l'ONF...) avant et après les travaux pour permettre d'apprécier l'évolution due aux travaux.

Tranches optionnelles :

2.7 Assistance lors de la phase EXE

2 tranches optionnelles sont prévues au marché. Elles consistent en 3 réunions de chantier chacune y compris les retours à réaliser à posteriori de ces rencontres (avis technique, compte-rendu, renseignement technique...). Elles pourront être affirmées au cours du marché de travaux issu du DCE produit par l'équipe de maîtrise d'œuvre de conception en cas de nécessité (désaccord entre entreprise et maîtrise d'œuvre durant l'exécution, questionnement nouveau à la suite du commencement des travaux...). L'objet de ces réunions sera précisé lors de l'affermissement mais l'équipe de maîtrise d'œuvre de conception pourra être amenée à revoir la conception de certains

ouvrages (dans le cas où un imprévu de chantier les rendrait inadaptés au projet), à argumenter en cas de désaccord entre entreprise et ONF ou à servir de conseil pour la bonne tenue des travaux. Selon la spécialité associée au sujet de la réunion, l'équipe de maîtrise d'œuvre fera venir l'interlocuteur adapté pour les réunions des tranches optionnelles.

ARTICLE 3 – Moyens de l'étude

Le titulaire s'engage à disposer des moyens techniques et humains, dont les performances seront suffisantes pour mener à bonne fin les prestations demandées.

L'entrepreneur désignera, dès la passation du marché, un responsable qui sera l'unique interlocuteur du maître d'ouvrage. Cette personne devra avoir toutes les compétences requises pour répondre aux questions et discuter les solutions envisagées pendant la durée d'exécution intégrale. Ce référent sera chargé de faire la synthèse des documents à présenter à l'ONF à chaque étape. En cas de désaccord de l'ONF sur un document fourni par la maîtrise d'œuvre de conception, le producteur du document pourra être sollicité, en plus du référent pour trouver une solution satisfaisante.

Un coordinateur environnemental sera missionné par l'ONF lors de cette opération. Il participera également à l'élaboration et la validation du DCE de travaux, à l'analyse des offres reçues ainsi qu'à l'exécution du chantier.

La réalisation des travaux est souhaitée pour l'année 2026, d'avril à début décembre (période sèche). L'ensemble des documents d'études ainsi que les pièces du DCE devront avoir été rendus et validés avant **février 2026** pour permettre ensuite la consultation des entreprises de travaux dans des délais raisonnables.

ARTICLE 4 – Responsabilités de l'entreprise

Les prestations seront exécutées conformément aux documents normatifs français émanant de l'AFNOR, aux guides, recommandations, directives et modes opératoires émanant des ministères de tutelle ou de tout autre organisme ou groupe de travail officiellement reconnu.

Du seul fait de la remise de leur proposition, la maîtrise d'œuvre de conception reconnaît s'être rendu sur les lieux, s'être rendu compte des moyens d'accès et de l'importance des travaux à exécuter, de toutes les difficultés qu'ils sont susceptibles de comporter, et d'avoir étudié de façon parfaite l'ensemble des travaux.

Les personnes à contacter sont nommées dans le Règlement de la Consultation si nécessaire.

En conséquence, il est convenu que, moyennant le prix qui est prévu au marché, l'entreprise retenue et responsable du présent marché, devra l'intégralité des prestations indiqués dans ce cahier des charges, sans être fondé à se prévaloir d'erreurs, d'omissions ou d'insuffisance de renseignements.

ARTICLE 5 – Conditions particulières

5.1 Délai d'exécution

Les délais d'exécution proposés par le candidat seront donnés dans l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement, face aux délais maximums donnés par l'ONF correspondant au rétroplanning, en *annexe 5*.

Toutefois, il est à noter que les travaux sont prévus pour l'année **2026** avec une consultation prévue au tout début de l'année. Ainsi, les documents devront être rendus et avoir été validés avant la fin des congés du BTP 2025-2026. L'entreprise devra remettre avec son offre le rétroplanning envisagé pour l'opération avec notamment les différents jalons à respecter pour assurer la tenue du chantier dans les délais demandés.

5.2 Mémoire technique

Le contenu du mémoire technique est décrit dans le Règlement de la Consultation du présent marché. De plus il est demandé au candidat de fournir la liste des études complémentaires qui seraient éventuellement nécessaires, d'en décrire succinctement le contenu et d'en évaluer le coût.

Ce mémoire devra intégrer toutes sujétions jugées pertinentes qui ne seraient pas mentionnées dans le présent CCTP ou le RC associé.

ARTICLE 6 – ANNEXES

Annexe 1 : Localisation des travaux

Annexe 2 : Etude de faisabilité

Annexe 3 : Planche type pour aspect paysagiste

Annexe 4 : Levé topo octobre 2024

Annexe 5 : Rétroplanning

Annexe 6 : CCTP Coordinateur Environnemental

Annexe 7 : HSVM - Evaluation Environnemental

ARTICLE 7 – LOGOS

7.1 Logos financeurs

L'ensemble des pièces produites au cours de ce marché devront faire apparaître les logos des financeurs :



Cofinancé par
l'Union européenne



Les documents ne faisant pas apparaître ces logos seront systématiquement refusés.